Appel de la coordination des collectifs de chômeurs et précaires :

Tous en grève lundi 3 mai!

Une coordination nationale, réunissant à Paris le 3 avril des chômeurs et précaires de Paris, Montreuil, Rennes, Nantes, Angers, Tours, s'est engagée à relayer l'initiative de la coordination régionale de Bretagne appelant, dès le 3 mai, à une mobilisation de tous ceux qui sont touchés par les mesures actuelles concernant la gestion du chômage et de la précarité.

La coordination apporte son soutien aux actions et initiatives de lutte et d'autoorganisation qui ont eu lieu ces derniers temps dans plusieurs villes : occupations des Pôle Emploi et des CAF, annulations de radiations et d'indus de paiement suite à des actions collectives, permanences d'autodéfense politique contre les institutions, autoréductions, mise en place de jardins collectifs et de cantines populaires, occupations des mairies, dont celle de Brest plus d'une semaine, manifestations, présence aux côtés des grévistes de Pôle Emploi...

Elle invite à intensifier les luttes à partir de ce mois d'avril 2010 afin que se mette en mouvement, le 3 mai, une véritable contre-offensive des chômeurs et des précaires à l'encontre de la logique de contrôle et d'exploitation (de *profitation* comme la nomment les guadeloupéens en grève générale l'année dernière) qui sous-tend toutes les conditions épuisantes et humiliantes qui leur sont imposées.

Le chaos provoqué par l'explosion du nombre de chômeurs et l'engorgement sur le marché du travail, aggravés par les dernières mesures gouvernementales (fusion ANPE/ASSEDIC, Offre Raisonnable d'Emploi, 39 49, RSA accompagné d'une perte des droits connexes) expose au grand jour le véritable visage de la crise : un phénomène généralisé de paupérisation des populations et une stratégie de restriction des conditions d'accès des plus pauvres aux minimums vitaux. Seulement ce visage grimace : il grimace parce que son modèle d'insertion par le travail apparaît des plus cynique quand tout un chacun peut être amené à faire l'expérience du caractère structurel et massif du chômage et de la précarité. Il grimace parce qu'il doit relever un défi environnemental et ne nous propose que des emplois directement ou indirectement impliqués dans le désastre écologique. Il grimace enfin parce que l'augmentation des suicides, des arrêts de travail et des démissions chez les travailleurs sociaux et autres salariés des machines de contrôle, marque la réticence de ces derniers vis-à-vis de leurs fonctions qui les conduisent à jouer de plus en plus le rôle d'une police du contrôle, à être les instruments des sanctions et des radiations des chômeurs.

Dès lors comment se traduit cette stratégie de mise au pas des populations les plus

pauvres ? Par les menaces sur les revenus de survie, par une précarisation des contrats de travail, mais également par une injonction à donner son temps aux exploiteurs, à travailler à son employabilité en se rendant disponible aux innombrables évaluations, entretiens, ateliers de *coaching* et autres stages bénévoles censés nous rendre dociles en même temps qu'ils nous empêchent d'user de ce temps pour élaborer des formes politiques - émancipatrices, égalitaires et écologiques - d'organisation du vivre-ensemble.

C'est à partir d'un tel point de vue que, depuis quelques mois, l'idée d'une grève des chômeurs et des précaires fait son chemin : une grève en premier lieu en tant qu'il s'agirait de s'organiser collectivement pour arrêter la marche forcée imposée aux chômeurs et aux précaires par les institutions, marche forcée qui renforce l'enfermement de chacun dans sa situation individuelle. Cette grève trouverait alors à s'incarner dans le refus du contrôle, des radiations, des pressions qui s'exercent sur tous ceux qui sont concernés par les réalités du chômage et de la précarité.

Une grève qui ouvrirait un espace à la diffusion de pratiques individuelles et collectives d'autodéfense et de soustraction vis-à-vis de toutes ces injonctions à l'employabilité, mais également qui concrétiserait l'affirmation et la réalisation de gestes de réappropriations de ce dont on a besoin pour vivre, de partage de ce que nous produisons et d'intelligence collective propres à penser des formes dissidentes d'organisations de nos activités communes. Soit une grève qui permettrait une liaison entre les luttes et les revendications des usagers de toutes les institutions du chômage et de la précarité (Pôle Emploi, CAF, CDAS, missions locales, services de reclassement...) : travailleurs intérimaires, saisonniers, intermittents, stagiaires, chômeurs occasionnels ou de longue durée, travailleurs en lutte et menacés de licenciement, retraités ou étudiants, sans papiers...

Pour que partout se créent des collectifs de chômeurs et de précaires et que le lundi 3 mai résonne comme une étape importante dans la lutte contre l'exploitation de notre temps par le capitalisme.

Jeudi 22 avril : Action préparatoire à la grève des chômeurs, rdv à 10h, place de la République, terre-plein central, près du manège.

Désarmons Policemploi, catchons les coachs!!

Coordination des intermittents et précaires d'Ile-de France http://www.cip-idf.org/

Permanences CAP (annexes 8 et 10 de l'assurance chômage) et précarité le lundi de 15 à 18h, 14 quai de charente, Paris $19^{\rm e}$, tel 01 40 34 59 74